

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MONTPELLIER

LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION

Cabinet de TREMBLAY Philippe

Dossiers n° N° RG 19/01116 et 19/01119

N° Portalis DBYB-W-B7D-MH4X

Minute n° : 19/00327

**RETARD D
INFORMATION DU
PARQUET SUR LE
PLACEMENT EN
RETENTION -
SORTANT DE
PRISON**

**ORDONNANCE STATUANT SUR LE CONTRÔLE DE LA
RÉGULARITÉ D'UNE DÉCISION DE PLACEMENT EN
RETENTION ET SUR LA PROLONGATION D'UNE MESURE DE
RETENTION ADMINISTRATIVE**

Article L.512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Le 02 Septembre 2019 à 9h57

Nous, Philippe TREMBLAY, juge des libertés et de la détention au tribunal de grande instance de Montpellier, étant en audience publique, assisté de Julie SCHMITT, greffier ;

Vu les dispositions des articles L.512-1, L.551-1, L.552-5, L.552-6, et R.552-1 à R.552-10-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu l'arrêté portant obligation de quitter le territoire français émis par le préfet de l'Hérault le 4 juin 2019 à l'encontre de

Vu la décision de placement en rétention administrative au centre de rétention de Sète prise par **M. LE PREFET DE L'HERAULT** le 30 Août 2019 à l'encontre de :

notifiée à l'intéressé le 31 Août 2019 à 9h05 ;

Vu la requête de _____ en contestation de la régularité de la décision de placement en rétention administrative en date du 31 août 2019 réceptionnée par le greffe du juge des libertés et de la détention le 31 août 2019 à 13h01 ;

Vu la requête de **M. LE PREFET DE L'HERAULT** en date du 31 Août 2019 reçue et enregistrée le 31 Août 2019 à 17h16 tendant à la prolongation de la rétention de _____ dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée de vingt-huit jours ;

Vu l'extrait individualisé du registre prévu à l'article L.553-1 du CESEDA émargé par l'intéressé ;

Monsieur le préfet, Monsieur le procureur de la République près le tribunal de notre siège et le retenu ont été avisés, dès réception de la requête, de la date et de l'heure de la présente audience par le greffier ;

En l'absence de Monsieur le procureur de la République ;

En présence de **M. LE PREFET DE L'HERAULT**, représenté par Monsieur HANQUEZ, dûment habilité ;

en présence de Monsieur Merchid GEORGEOS interprète en langue arabe, inscrit sur la liste des experts de la cour d'appel de Montpellier,

, présent à l'audience et informé de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office, déclare : je souhaite être assisté d'un avocat commis d'office.

, avocat, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il assistera l'intéressé. L'avocat a pu consulter la procédure et s'est entretenu librement avec son client.

L'intéressé est informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, et éventuellement être assisté par un interprète s'il ne connaît pas suffisamment la langue française.

La requête du retenu et les pièces qui y sont jointes ont, dès leur arrivée au greffe, été mises à disposition de l'autorité administrative et ont pu être consultées avant l'ouverture des débats ;

DEROULEMENT DES DEBATS

A l'audience publique, le juge des libertés et de la détention a procédé au rappel de l'identité des parties ;

L'avocat du retenu soulève *in limine litis* la nullité de la procédure dans des conclusions écrites qui sont annexées à la présente ordonnance, et qu'il développe oralement à l'audience :

- premier moyen : retard dans l'information du parquet

L'avocat du retenu conteste la régularité de l'arrêté de placement en rétention administrative en reprenant les éléments de la requête oralement à l'audience :

On n'a pas de question particulière sur la vulnérabilité. On ne sait pas s'il a eu un accès à l'avocat. Je ne sais pas sur quels éléments l'administration s'est basée.

Le représentant de l'administration est entendu en ses observations sur les moyens de nullité soulevés, sur la contestation du placement en rétention et sur le fond :

- sur le moyen de nullité : il y a une erreur matérielle puisque la case n'est pas cochée. sur la page 3, on voit que Monsieur est arrivé au CRA à 9h45 et que le parquet a été avisé à 11h. Le délai n'est pas excessif.

- sur la contestation : la vulnérabilité a bien été prise en compte dans l'arrêté. Il déclare qu'il n'a aucun suivi médical. Il ne produit rien aujourd'hui concernant un état de vulnérabilité.

La préfecture demande la prolongation de la rétention.

déclare : je préfère me faire soigner ici. J'ai mal à la tête et à la bouche.

Je préfère rester en France.

MOTIFS DE LA DÉCISION

L'article L551-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile dispose que la décision de placement en rétention administrative est prise par l'autorité administrative. Le procureur de la République en est informé immédiatement.

L'article L552-13 du même code dispose qu'en cas de violation des formes prescrites par la loi à peine de nullité ou d'inobservation des formalités substantielles, toute juridiction ne peut prononcer la mainlevée de la mesure de placement en rétention que lorsque celle-ci a eu pour effet de porter atteinte aux droits de l'étranger.

Il est de jurisprudence constante qu'une notification une heure après le début de la rétention ne peut être considérée comme satisfaisant cette condition d'immédiateté.

L'avocate de l'intéressé indique que le procureur n'a été informé qu'à 11 heures alors que la décision de placement en rétention administrative a été notifiée à cet intéressé dès 9 heures 05.

Cette décision a, en effet, été notifiée à cet intéressé le 31 août 2019 à 9 heures 05 tandis qu'il ressort du procès-verbal unique de prise en charge que le procureur n'en a été informé qu'à 11 heures, soit 1 heure 55 plus tard.

Cette irrégularité porte atteinte aux droits de cet intéressé.

Il convient, par conséquent, de déclarer la procédure irrégulière et de rejeter la requête en prolongation de la rétention administrative.

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement en premier ressort, par décision assortie de l'exécution provisoire,

DÉCLARONS la procédure irrégulière ;

REJETONS la requête en prolongation de la rétention administrative de **M. LE PREFET DE L'HERAULT** ;

DISONS que la présente ordonnance sera immédiatement notifiée au procureur de la République et que _____ est maintenu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures à compter de la notification de la présente ordonnance au procureur de la République ;

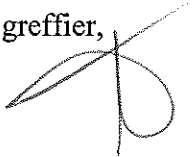
INFORMONS _____ que durant cette période, il peut, s'il le souhaite, contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter.

INFORMONS les parties qu'elles peuvent interjeter appel de la présente ordonnance devant le Premier président de la cour d'Appel de Montpellier ou son délégué, dans les 24 heures de son prononcé, par déclaration motivée faite ou remise par tous moyens au greffe de la cour d'Appel de Montpellier et leur donnons connaissance des modalités selon lesquelles ce recours peut être exercé ;

INDIQUONS que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le Premier président de la cour d'Appel ou son délégué.

Ainsi prononcé en audience publique le 02 Septembre 2019 à 11 h 27.

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention,



Reçu notification et copie de la présente ordonnance le 02 Septembre 2019 :

L'intéressé,



L'interprète,



L'avocat du retenu,
par courriel

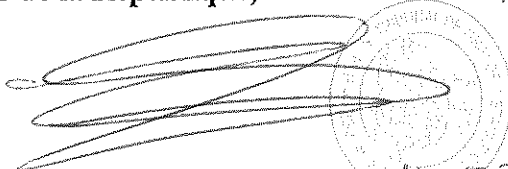
Le représentant du préfet,
par courriel

Notification de la présente ordonnance est faite à Monsieur le procureur de la République le 02
Septembre 2019 à *M h 20*,
Le greffier,



Stéphane DERES
VICE-PROCUREUR

Nous,
Le procureur de la République, , déclarons *ne pas* interjeter appel de la présente décision,



Constatons que le 02 Septembre 2019 à *M h 57*, le procureur de la République n'a pas
interjeté appel de la présente décision,
Le greffier,



Adeline BALESTIE
AVOCATE
1280 Avenue des Platanes
Future Building 1
34970 LATTES

Conclusions de nullité

POUR _____, né le 14/08/1985 à Mostagnem Algérie, de nationalité sénégalaise, demeurant au CRA de SETE

CONTRE PREFET DE L HERAULT

In limine litis

1 – Sur le retard dans l'information du Parquet

M ; est sortant de prison. La levée d'écrou a eu lieu le 31/08/2019 dès 9h/9h05. Pour autant le Parquet n'a été informé qu'à 11h en violation des articles L 551-2 et L 553-3 du CESEDA et de la jurisprudence constante JLD MTP 15042019 n°19-488

PAR CES MOTIFS

Rejeter la demande de prolongation
Ordonner la remise en liberté de _____ ;

Fait à Montpellier le 01/09/2019
Adeline BALESTIE

